

Dialecte

Que valent nos langues aujourd'hui ?

NOTRE MINI DOSSIER

COMME un écho à la 18e édition de la Journée internationale de la langue maternelle (JILM), commémorée le 21 février 2017, cette

question (qui divise encore) vaut son pesant d'or. L'Unesco, à l'initiative de cette Journée, soutient tout à la fois "l'enseignement en langue

maternelle et l'éducation multilingue". Une démarche visant à "la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale".

Démarche antinomique ? Supplétive ou saugrenue ? Retour en grand format sur les enjeux d'une commémoration.

Langues nationales

Un patrimoine en voie de disparition

Anita Jordanah TSOUMBA

Libreville/Gabon

C'EST sans tambour, ni trompette, que la 18e édition de la Journée internationale de la langue maternelle, célébrée le 21 février par la communauté internationale, a été commémorée au Gabon. Thème de l'édition 2017 : "Vers des avenir durables grâce à une éducation multilingue". Une façon pour l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), d'encourager la promotion de l'éducation multilingue dans la citoyenneté mondiale. Cette journée fait également écho à l'objectif 4.6 des Objectifs mondiaux de développement (ODD) de l'Unesco, qui entend veiller à ce que "D'ici à 2030, tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter". Considérant, par ailleurs, que "la langue maternelle est le moyen par excellence de transmission de la culture et des savoirs culturels

d'une région, des connaissances sur les rites, les arts, le savoir-faire lié à l'artisanat traditionnel, etc. Tout cela à travers des pratiques quotidiennes et sa transmission d'une génération à une autre", l'Unesco a classé la langue maternelle au rang du patrimoine mondial immatériel. Ainsi, à travers sa convention de 2003, l'organisme onusien prône-t-il la sauvegarde de ce patrimoine culturel immatériel menacé de disparition pour diverses raisons. Les langues font donc partie des instruments les plus puissants pour préserver et développer le patrimoine matériel et immatériel de nos régions.

Mais le constat de l'Unesco est alarmant : au fil des ans, des langues maternelles tendent à disparaître. Près de 4% d'entre elles ont, en effet, disparu depuis 1950. Et depuis 2000, près de 40% sont considérées comme menacées d'extinction pure et simple.

Dans moins de 100 ans, on estime que 500 à 3000 langues seulement survivront à ce phénomène de



Dictionnaire Mpongwé.

Photo : D.R.

disparition qui s'accélère, indique l'Unesco. Et le Gabon n'est pas à l'abri de ce phénomène mondial. Cette menace plane également sur la plupart des dialectes parlés dans notre pays.

Dans les familles, les langues maternelles ne sont presque, ou plus du tout, parlées. Elles sont en grande compétition avec la langue officielle, le Français.

Les spécialistes parlent même de l'extinction de certains groupes ethnolinguistiques sur la cinquantaine que regorge le pays. Les causes vont de l'ethnocentrisme au simple rejet par embarras de ses origines linguistiques. Ou encore la rupture de la transmission des savoirs-culturels au sein de la cellule familiale.

« De façon générale, à cause de la rupture de la chaîne de transmission intergénérationnelle des parents aux enfants, des grands-parents aux petits-enfants, la plupart des langues gabonaises, même celles qu'on croit avoir une grande vitalité comme le fang, l'inzébi,

sont menacées. Elles sont en compétition avec le français », a indiqué Paul Achille Mavoungou, linguiste à l'Université Omar Bongo (UOB).

C'est le cas notamment du chiwa, parlé dans la province de l'Ogooué-Ivindo, et du ghéwiya, dans la Ngounié, dont on prévoyait la disparition, à brève échéance, il y a quelques années.

Pour renverser la donne, les spécialistes proposent la mise en place d'un système d'écriture visant à sauvegarder et à enseigner les langues maternelles. Car bien que peu parlées dans les familles en milieu urbain où elles sont en compétition avec le français, les langues locales sont effectivement restées au sein des clans.

« Des efforts doivent être faits pour que toutes les langues gabonaises locales soient maintenues vivantes à l'intérieur de la cellule familiale », propose Yolande Nzogobe, directeur du département des Sciences du langage, des Sciences de l'information et de la communication à l'UOB.

A l'heure du multiculturalisme, quelle place pour nos langues ?

F.B.E.M

Libreville/Gabon

COMMENT continuer à préserver nos langues au moment où maîtriser le Français, l'Anglais, voire le Mandarin, devient comme un impératif, sinon un plus dans notre rapport à autrui (recherche d'un emploi, affaires, voyage, etc.). La problématique passionne et divise depuis toujours. Au Gabon comme ailleurs. Mais le sort réservé à nos langues vernaculaires est d'autant plus préoccupant aujourd'hui que dans notre pays, le constat est établi que celles-ci sont de moins en moins parlées, par rapport aux langues venues d'ailleurs. L'ex-ministre de la Famille, Honorine Nzet Biteghe, le rappelait encore au cours de la célébration de la Journée internationale de la langue maternelle (JILM) en 2013. Elle déplorait, notamment, un fait : « plusieurs enfants ne parlent pas leurs langues maternelles, parce que l'usage de ces dernières, au sein de

la cellule familiale, est délaissé au profit des langues d'emprunt ou de service, à l'instar du français. »

Au cours de cette cérémonie, elle avait incité les mères à "être l'un des leviers" qui permettraient à l'enfant de maintenir son équilibre, en le familiarisant à son dialecte aussi fréquemment que possible.

Autre célébration, autre piste de solution. En 2014, le directeur général des droits de l'Homme, par ailleurs linguiste, Eric Dodo Bounguendza, relevait, quant à lui, « le rôle de relais que devrait jouer l'État dans la consolidation de l'usage des langues maternelles », lorsque les circonstances extérieures arrivaient à les mettre à mal. Il faisant ainsi référence à l'approfondissement de la politique d'enseignement de nos langues au sein des établissements scolaires et universitaires.

Au cours de cette cérémonie, la mise en place d'un institut culturel gabonais avait même été évoquée. Soit un lieu qui conviendrait le mieux au déploie-



Quelle place pour nos langues locales à l'heure de la mondialisation ?

Photo : AFP

ment de telles activités. Il y a, cependant, que mis à part quelques alarmistes, une bonne frange de concitoyens s'inquiètent moins de la disparition de nos langues. Parmi eux, Mathias Ndembet, promoteur culturel. Pour lui, l'import-

tance doit être plutôt accordée à la préservation des codes, des symboles et des sonorités qui caractérisent chaque culture, plutôt qu'aux seules langues maternelles. Lesquelles ne sont, en définitive, que "des véhicules" pour transmettre ces sa-

voirs.

Prenant son exemple, il dit : « Je suis un conteur, et je conte mes histoires aux enfants en langue française. Mais je ne pense pas qu'en le faisant, ce soit la culture française que je suis en train de leur transmettre. Au contraire, je

leur transmets des codes et des valeurs africaines contenus dans les contes, avec la morale et les sagesse qui vont avec. »

Allant plus loin, il considère la langue maternelle comme « la langue apprise par un enfant au contact de son environnement immédiat », conformément à la définition du "Petit Larousse". Aussi, la langue maternelle, même d'un Gabonais, pourrait être l'Allemand, comme elle pourrait être le fang ou le vili, a-t-il poursuivi. Il est rejoint dans ce sens par le directeur de publication d'un journal gabonais pour qui les langues vernaculaires ne sont plus d'une grande priorité en cette heure de la mondialisation. « Hormis papoter dans un cercle restreint, à quoi peuvent-elles encore bien servir ? A rien », tranche l'homme de médias.

Tout en laissant aux parents la latitude de transmettre ou pas leurs langues maternelles à leur progéniture, il a avoué ne pas s'inquiéter autre mesure de leur disparition.